Pour ce vendredi 15 mars, nous proposons au gouvernement de réfléchir sur les causes profondes du désastre écologique. Nous le répétons depuis déjà quatre semaines : l'organisation capitaliste mondialisée est intrinsèquement anti-écologique. Nicolas Hulot, en démissionnant, a formulé les choses clairement : « On s'évertue à entretenir un modèle économique responsable de tous ces désordres climatiques. » Cette organisation, dont l'État est complice, mène inévitablement à une surconsommation généralisée, rendue possible par une surproduction massive destructrice de l'environnement. Elle n'est cependant pas une fatalité, mais un choix politique écocide, et ce n'est pas le nôtre.
Cette semaine, le gouvernement devra donc faire un travail préalable de mémoire, afin de se souvenir de ce pour quoi il existe originellement : représenter et servir ses citoyens, afin de leur assurer une existence décente et désirable. Il devra inscrire dans sa Constitution son devoir de protéger les femmes, les hommes, ainsi que l'ensemble du vivant, de toutes les dérives envisageables du capitalisme, et créer une instance décisionnaire et citoyenne responsable de l'encadrement de l'activité économique.

À la suite de ce travail préliminaire, des mesures contraignantes pourront ainsi être prises pour lutter efficacement contre ces dérives. Parmi elles, devront notamment figurer les décisions suivantes :
– Réglementer la taille des entreprises : plus la taille d'une structure économique est importante, plus elle peut disposer de moyens d'exploiter considérablement l'humain et la nature. Un rapport de l'ONG Carbon Disclosure Project montre que 100 multinationales sont à elles seules responsables de 71 % des émissions de gaz à effet de serre de ces 20 dernières années ;
– Interdire la publicité marchande incitant à la consommation, sous toutes ses formes : panneaux publicitaires de rue, spots télévisuels, publicité en ligne… La création continue de nouveaux besoins superflus alimentant une demande croissante est un des moteurs principaux du système capitaliste ;
– Affirmer la séparation des pouvoirs politique, économique et médiatique, et ainsi interdire à toute personne présentant des conflits d'intérêts dans un secteur économique ou dans un média, ainsi qu'à ses proches, d'occuper un poste d'élu.e. Le lobbying est aujourd'hui l'un des obstacles majeurs à la transition écologique. Tant que le pouvoir de l'État et le discours médiatique seront accaparés par les premiers responsables de la catastrophe environnementale, aucun progrès significatif ne pourra être réalisé. [1] [2]
Si le gouvernement persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de 0, un conseil de discipline sera organisé pour envisager une réorientation. Face à la catastrophe, cet enseignement est celui de notre futur, l'échec n'est donc pas une option. Nous saurons vous le rappeler incessamment.

Nous donnons rendez-vous à tous les grévistes, ce vendredi 15 mars, à 13 heures, place du Panthéon pour le cinquième rendu des copies.

[1]
https://www.humanite.fr/macronie-le-conflit-dinterets-cadet-des-soucis-demmanuel-macron-660125
[2]
https://multinationales.org/Comment-le-lobby-nucleaire-a-paralyse-la-loi-de-transition-energetique?%20fbclid=IwAR10MJDuGvUwJbk0zjLKf5UchRhAGnc6R0eViGOKS0kO1hSZqfxp309wuBM

Photo : : la deuxième journée de grève des jeunes pour le climat, vendredi 22 février, à Paris. © Nnoman/Reporterre

https://reporterre.net/5e-lecon-des-jeunes-au-gouvernement-sortons-du-capitalisme

Le 12 février 2019, Reporterre publiait leur manifeste pour le climat et leur premier ultimatum : déclarer l'état d'urgence écologique et sociale afin de débloquer un plan interministériel à la

hauteur des risques encourus. Leur deuxième ultimatum concernait l’énergie, le troisième, l’alimentation et le quatrième, l’écoféminisme.